

LA NOTE SOCIALE EPSY N°77

Quand des pans entiers de la société ne se sentent plus représentés...

Pour toute information complémentaire, vos contacts :

Clémentine Berger

+33 1 47 61 85 87

berger@epsy.com

Jean-Claude Ducatte

+ 33 1 47 61 85 82

ducatte@epsy.com

...tout peut déraiper...

Malgré un affaiblissement venant des années 70, **le syndicalisme avait toujours su renaitre de ses cendres** et faire entendre sa voix comme ce fut le cas lors de la mobilisation contre les lois Fillon en 2005, le CPE en 2006 ou lors de la réforme des retraites en 2010. Les gouvernements avaient toujours dû reculer.

Aujourd'hui, la donne a changé, non seulement **les syndicats sont beaucoup moins puissants**, mais surtout **le niveau de confiance** qu'ils inspirent au monde du travail est **en chute libre**¹. Cette évolution ne concerne pas seulement les syndicats ouvriers, mais toutes les organisations syndicales qu'elles soient patronales, artisanales, catégorielles ou sectorielles.

Même les plus structurées comme les syndicats médicaux ou agricoles n'échappent pas à cette tendance. Dans ce dernier secteur, où la crise couve depuis longtemps, le mécontentement est profond et de nombreux agriculteurs ont le sentiment **que c'est la révolte de la dernière chance**, tant ils ont un sentiment d'abandon.

"des prix pour vivre décevement et non des aides pour survivre"

C'est pourquoi les promesses du gouvernement en matière de gel de charges, et de plans de soutien ont été jugées inadaptées et même contre-productives face à des agriculteurs qui demandent **"des prix pour vivre décevement et non des aides pour survivre"**.

C'est ce contexte qui explique l'accueil *"musclé"* du Président de la République au salon de l'Agriculture. Cette manifestation a été conduite par des adhérents de la FDSEA d'Ile-de-France qui ont estimé **que les dirigeants de la FNSEA étaient à la fois trop complaisants à l'égard du Pouvoir et qu'ils n'étaient plus représentatifs des exploitants agricoles**².

¹ La confiance des salariés français dans les syndicats est passée de 58% en 2008 à 50% en 2016. Dans la population dans son ensemble, sur la même période, elle est passée de 50% à 43%. Sondage paru dans Le Parisien.

² A cet égard, Internet présente Xavier Beulin d'abord comme un homme d'affaires puis comme un agriculteur et enfin comme un syndicaliste français. Il est président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles depuis le 16 décembre 2010.

Cette manifestation traduit également la fracture profonde entre des agriculteurs "sûrs de leurs légitimes demandes", et des états-majors syndicaux qu'ils estiment ne plus les représenter comme ils devraient le faire. Ils critiquent également la nature même des rapports entre les dirigeants et le pouvoir. **Ces critiques sont renforcées par une opinion publique qui constate les mêmes évolutions et qui prend fait et cause pour eux.**

Des images désastreuses

Cette situation se traduit par un très faible niveau de confiance des français dans l'action de leurs syndicats (27%). Ils leur reprochent d'être trop politisés (77%), pas efficaces (73%), peu courageux (62%), éloignés des réalités du terrain (59%) et démagogues (57%)³. Bref de ne servir à pas grand-chose...

Même leurs dirigeants ne sont plus connus de la majorité des français. Leur absence des grands débats de société, **leur manque de propositions et de réflexions sur l'évolution du travail, et notamment l'impact des nouvelles technologies** ne sont que les conséquences de ce qu'ils sont devenus : des organisations dirigées, le plus souvent, par des leaders masculins dépassant la cinquantaine, très fréquemment issus de la fonction publique ou du secteur para-social bien loin des nouvelles technologies, de la concurrence, des difficultés du quotidien !... **Par ailleurs leurs dirigeants assurent fréquemment des mandats sociaux nationaux pendant plusieurs dizaines d'années**⁴.

La crise de la représentation nationale et de l'arrêt de l'ascenseur social ainsi que de la non fluidité des élites concerne désormais autant le monde politique que médiatique. A peine un quart (24%) des salariés font confiance aux médias et seuls 12% font confiance aux partis politiques⁵. Un constat qui concerne également le monde associatif.

Pour beaucoup de français, **l'idée d'une caste qui cherche davantage à défendre ses intérêts plutôt "qu'aider ceux qui souffrent"** est devenue une réalité ancrée dans l'opinion, qui dépasse de loin le constat de "fracture sociale"⁶. Cette rupture est venue heurter les espoirs de la partie de l'opinion publique qui s'était rangée derrière François Hollande en 2012. Pour cette frange de la société, **il y a un "sentiment de trahison"**⁷.

C'est dans ce contexte que le projet de loi sur le travail a été présenté par le gouvernement. **Censé être une réponse au chômage par une libéralisation de l'économie, elle est devenue suspecte par le soutien du patronat.** Par ailleurs, la menace de recours au 49-3 a été interprétée comme un moyen pour escamoter le débat sur son contenu alors même que les syndicats avaient été consultés⁸ !...

La crise de la représentation nationale et de l'arrêt de l'ascenseur social ainsi que de la non fluidité des élites concerne désormais autant le monde politique que médiatique.

³ Sondage paru dans Le Parisien.

⁴ Les administrateurs des organismes sociaux comme ceux de la formation professionnelle ne se renouvellent qu'au rythme des départs en retraite...

⁵ Sondage paru dans Le Parisien.

⁶ "Fracture sociale", concept d'Emmanuel Todd, repris par Jacques Chirac lors de sa campagne présidentielle de 1995.

⁷ Dans les études qualitatives, l'expression "sentiment de trahison" revient de manière récurrente pour qualifier la situation actuelle pour les sphères de gauche.

⁸ Sur ce point les syndicats sont silencieux...

C'est pourquoi la mobilisation contre ce projet est venue d'individus en rupture de bans...

Il faut être conscient de l'importance de cet événement, où l'absence d'avenir pour les uns rencontre la peur de l'avenir des autres.

...Rupture avec des partis (gauche) et des associations. Elle s'est faite de manière invisible jusqu'au moment où le nombre de pétitionnaires a dépassé les 100 000. L'ascension semble assez irrésistible puisqu'elle avoisine le million de signatures. **Mais, il faut surtout s'interroger sur les modes de contestation qui utilisent désormais des outils virtuels**, qui donnent l'impression qu'un tweet avec son adresse électronique serait moins impliquant qu'une signature manuelle ! De même, ce sont les formes de contestations qui se transforment et qui s'adaptent à l'environnement sécuritaire de l'état d'urgence. **Aujourd'hui c'est le rassemblement numérique qui fait peur**. La contestation, c'est désormais l'alliance du digital et du pavé⁹.

Le gouvernement, qui dispose de tous les outils médiatiques, a été incapable de réagir face à cette marée technologique. Quant aux supporters de la loi emmenés par Dominique Reynié¹⁰, ils n'ont mobilisé que 14 000 pétitionnaires ! On peut s'interroger si la présence d'une partie du patronat¹¹ parmi eux n'a pas agi à contre effet. **Les syndicats montrent encore leur incapacité à prendre des positions claires et communes et donnent le sentiment de chercher des compensations**.

Maintenant ce sont les jeunes qui montent en ligne. Bien sûr ce sont toujours les mêmes organisations¹² qui se mobilisent. Elles ont, elles aussi, le risque de se faire dépasser par leur base si elles ne prenaient pas position.

Il faut être conscient de l'importance de cet événement, où l'absence d'avenir pour les uns rencontre la peur de l'avenir des autres¹³. La manifestation du 9 mars montrera l'ampleur du rejet.

A contrario, une majorité de français estime que la plupart des négociations doivent se faire au niveau de l'entreprise. C'est là que les syndicats sont les plus crédibles, mais, c'est la relation directe avec la hiérarchie qui prime pour les salariés. Cette période troublée n'est pas le moment propice pour revoir la forme et le périmètre des négociations d'entreprise.

⁹ Au sens, d'arpenter le pavé, de défiler.

¹⁰ Dominique Reynié, professeur à Sciences-Po et responsable Les Républicains

¹¹ Medef, CGPME, Fédération du Bâtiment

¹² Unef, Fidel, etc...

¹³ 82% des français sont opposés à la Loi sur le travail et favorables à sa réécriture. Les Echos